

Pogrom fasciste à Odessa, intervention militaire à l'est de l'Ukraine : l'impérialisme occidental et son protectorat sont prêts à tout pour mettre au pas les travailleurs ukrainiens

Pogrom fasciste à Odessa

Vendredi 2 mai est une journée noire pour le mouvement ouvrier. A Odessa, un millier de hooligans, guidés par les fascistes du « Secteur Droit », ont déferlé sur un campement d'opposants au gouvernement de Kiev. Ils ont brûlé leurs tentes et les ont contraint à se réfugier dans la « maison des syndicats ». Ensuite, ils ont mis le feu au bâtiment. Des dizaines de personnes sont mortes asphyxiées. D'autres se sont jetées par les fenêtres et ont été achevées par la meute, avec la complicité de la police, qui a emprisonné les survivants. Toutes les victimes (officiellement 42) sont des habitants d'Odessa. Parmi elles figure un jeune militant de l'organisation anticapitaliste Borotba, qui est mort dans des conditions atroces¹. Avant le pogrom, d'étranges provocateurs « pro-russes » avaient attaqué, avec des armes à feu, un cortège pour l'Ukraine unie. Cela a servi en tout cas de déclencheur ou de prétexte au pogrom.



Dimanche 4 mai, plus d'un millier de manifestants ont pris d'assaut le siège de la police et ont libéré les prisonniers politiques arrêtés deux jours auparavant. Des milliers de personnes se sont également recueillies tout le week-end, prenant conscience de l'ampleur du massacre. Si Poutine cherche à se présenter comme le rempart au fascisme en Ukraine, il n'en demeure pas moins que le fascisme est une réalité en Ukraine, n'en déplaise à nos médias impérialistes.

La propagande répugnante des médias impérialistes français

De façon scandaleuse, les médias impérialistes français ont volontairement semé la confusion et le doute sur les faits. Sur le profil des victimes et celui des agresseurs. Ils ont même relayé et donné du crédit à la propagande de la junte au pouvoir à Kiev, qui évoquait un complot russe. Certains ont parlé d'un « accident ». D'autres ont cherché à relativiser le massacre en parlant de victimes venant de Transnistrie² ou de Russie (comme si cela était moins grave), ce qui s'est avéré faux. Or, les assassins sont connus, et leurs complices gouvernementaux également.

Odessa manifeste au grand jour ce que nos médias ont cherché et cherchent encore à cacher. A savoir que le gouvernement n'est pas une émanation démocratique du mouvement populaire. C'est une junte, issue d'un putsch oligarchique qui réunit trois partis : le parti de l'ancienne premier ministre ultra-corrompue Tymochenko (lié directement à l'impérialisme US), le parti populiste du boxeur Klitschko (lié à l'impérialisme allemand), et le parti fasciste Svoboda. Un quotidien allemand

1 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8198>

2 Cf. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Transnistrie> ; la Transnistrie est une république auto-proclamée, non reconnue par la « communauté internationale » et qui se situe à l'est de la Moldavie

a d'ailleurs révélé ces derniers jours que des dizaines d'agents de la CIA et du FBI étaient à Kiev³, conseillant le gouvernement, notamment pour ses opérations militaires à l'est du pays.

La quatrième composante officieuse du gouvernement, le « Secteur Droit », milice fasciste qui n'a pas été désarmée et sur laquelle s'appuie le pouvoir pour intimider ses opposants, saccager les locaux des partis des opposants (notamment ceux du parti communiste). Mais pour les médias français, l'extrême-droite n'existe pas ou n'est pas au pouvoir à Kiev. Ils relaient ainsi la parole officielle, notamment celle d'un Fabius qui a osé dire que Svoboda était un simple parti de droite⁴ ! Un gentil parti de droite qui s'est réjoui du pogrom d'Odessa, a interdit le parti communiste dans les régions où il est majoritaire, a cogné des députés du PC à l'intérieur du parlement⁵. Un gentil gouvernement qui a expulsé le parti communiste du parlement mardi 6 mai⁶.

Les mensonges des grands médias français se comptent par dizaines. Un exemple saisissant : la prise d'otages des « observateurs de l'OSCE » à Slaviansk. En fait, il ne s'agit ni d'observateurs, ni de membres de l'OSCE, mais de militaires allemands et européens travaillant pour la Bundeswher (armée allemande) dans le cadre d'un partenariat bilatéral signé avec les nouvelles autorités de Kiev⁷. Plus délirants encore, on a eu droit aux russes arracheurs d'œils ou encore aux mamies russes de 70 ans, dangereuses « agents russes » armées de parapluies⁸ !

La révolte de la population de l'est du pays contre le gouvernement

Une large majorité de la population de l'est du pays rejette ce gouvernement. Sous l'influence des fascistes, il a multiplié les provocations contre les russophones, en supprimant le statut de langue officielle pour le russe à l'est du pays. En outre, le gouvernement a d'emblée obtempéré aux injonctions de ses tuteurs impérialistes : hausse du prix du gaz de 50%, réformes drastiques sous la houlette du FMI, signature du volet politique de l'accord d'association avec l'UE, etc. La population de l'est du pays a bien perçu la nature de ce gouvernement dont la mission est de transformer l'Ukraine en colonie de l'impérialisme occidental. Elle a perçu que l'accord de libre-échange avec l'UE allait démanteler l'industrie de l'est du pays (non compétitive par rapport à l'industrie européenne) ou faire plonger encore un peu plus les salaires. Elle a aussi réagi aux provocations des miliciens du « Secteur Droit » qui se sont précipités dans l'est, par exemple en s'attaquant aux statuts de Lénine.

Des manifestations de milliers de personnes se sont déclenchées dans les villes de l'est du pays. Des bâtiments officiels ont été occupés. Les forces de répression ont été débordées, et beaucoup ont laissé faire, partageant l'hostilité de la population à l'égard de la junte de Kiev. Alors que le parti des régions de l'ancien président Ianoukovitch est largement discrédité, y compris dans l'est du pays, des groupes « pro-russes », des escrocs ou aventuriers, profitant de la faiblesse du mouvement ouvrier, ont facilement pris la tête de la mobilisation et imposé leur loi dans plusieurs villes. Mais la population de l'est, dans sa grande majorité, ne souhaite pas le rattachement à la Russie, mais aspire à s'auto-gouverner de façon autonome par rapport à la junte de Kiev et à contrôler la distribution ce qui est produit localement⁹.

Pour mâter la contestation, le régime de Kiev a envoyé dans la précipitations ses chars. Dans un premier temps, son offensive a été une débandade complète : les troupes ont refusé de combattre la population. En revanche, le gouvernement a pu compter sur le « Secteur Droit », motivé pour aller se battre dans l'est du pays. Depuis le 2 mai, le gouvernement, piloté par des conseillers militaires occidentaux et bénéficiant de l'appui de 260 mercenaires étrangers¹⁰, a lancé une offensive de grande

3 Cf. http://www.lepoint.fr/monde/ukraine-la-cia-en-sous-main-05-05-2014-1819233_24.php

4 Cf. <http://www.lemondejuif.info/ukraine-pour-fabius-le-parti-antisemite-svoboda-nest-pas-dextreme-droite/>

5 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=7931>

6 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8232>

7 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8257>

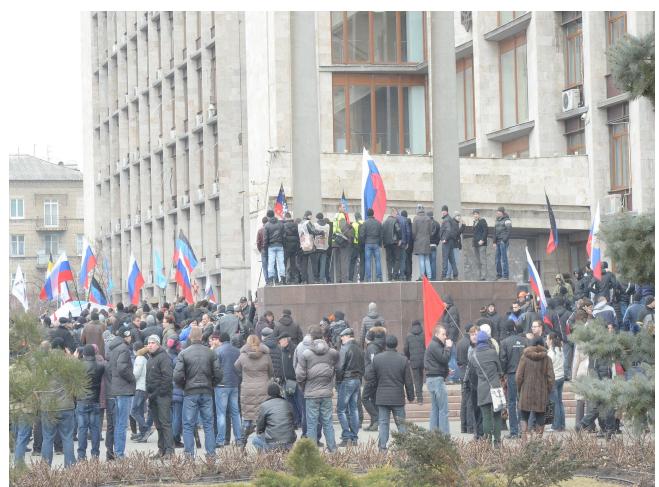
8 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8258>

9 Ce qui se reflète dans le programme de la « république populaire de Donetsk » :
http://www.twitlonger.com/show/n_1s1haev

10 Information apportée par Borotba :

http://borotba.org/xronika_vojnyi_xuntyi_protiv_sobstvennogo_naroda1.html

ampleur, en prenant bien soin de faire monter aux fronts des « unités d'élite » les moins susceptibles de fraterniser avec la population. Mais l'armée se heurte à une forte résistance et ne parvient pas, pour le moment, à reconquérir les villes insurgées de l'est du pays.



Manifestation le 1er mars à Donetsk (à gauche) et prise du bâtiment de l'administration régionale le même jour

La plupart des oligarques, y compris ceux de l'est du pays (liés au parti des régions), tentent de trouver un terrain d'entente avec le nouveau régime. Pragmatisme des affaires. Rinat Akhmetov, oligarque de l'est, première fortune d'Ukraine, craint par-dessus tout que la mobilisation populaire emporte son empire. Des grèves ont en effet éclatées dans les mines de l'est du pays (notamment à Krasnodon, dans la région de Lugansk), en réaction aux licenciements de mineurs qui ont participé à des rassemblements anti-gouvernementaux et pour des augmentations de salaires. Akhmetov a cédé rapidement du lest pour que les mineurs restent au travail et n'interviennent pas comme un acteur politique qui pourrait changer complètement la donne. Mais la révolte gronde chez les mineurs, à la fois en réaction à la politique d'ultra-austérité du gouvernement, au pogrom d'Odessa, et à l'agression militaire en cours. Il est difficile d'avoir des informations précises sur l'ampleur des grèves à l'est du pays, mais elles existent et elles pourraient se développer dans les semaines qui viennent. D'où l'inquiétude des impérialistes occidentaux, du gouvernement ukrainien, mais aussi de Poutine et des oligarques de l'est du pays.

La Russie de Poutine n'est pas une alliée pour les travailleurs de l'est de l'Ukraine

Les médias impérialistes occidentaux réduisent le soulèvement populaire à l'action des milices « pro-russes ». Théorie du complot qui voit la main de Moscou derrière toute contestation du gouvernement, alors que l'intervention de l'impérialisme occidental était nié lors de la mobilisation de Maïdan. En réalité, Poutine cherche à instrumentaliser la colère populaire à l'est du pays pour avancer ses pions. Mi-avril, l'impérialisme occidental et la Russie ont conclu un accord reconnaissant de fait la sécession de la Crimée et demandant aux insurgés d'évacuer les bâtiments publics pour laisser les autorités de Kiev reprendre le contrôle de l'est du pays. Mais Poutine n'était pas en mesure de faire respecter cet accord.



Kerry et Lavrov (responsables de la diplomatie US et russe) à Genève le 17 avril

Aujourd'hui, Poutine met tout son poids pour empêcher la tenue de référendums pour l'autonomie prévus avant les élections générales du 25 mai voulues par la junte de Kiev pour légitimer son putsch. Il cherche aujourd'hui à négocier un accord global avec l'impérialisme occidental sur le dos des travailleurs ukrainiens. Poutine montre toute sa duplicité : après avoir prétendu ne pas vouloir laisser faire les massacres de russophones, il défend en fait les intérêts capitalistes de ses oligarques.

Dans tous les cas de figure, la Russie de Poutine est une ennemie pour les travailleurs ukrainiens :

- soit l'Occident et la Russie concluent un accord et conjuguent leurs efforts pour mettre fin à toute forme de contestation qui nuit aux affaires
- soit la Russie intervient militairement à l'est de l'Ukrainien, de peur que le mouvement populaire n'aille trop et menace également ses intérêts, et parce qu'elle fait le pari qu'elle dispose du rapport de force avec l'occident pour ce faire. Si ce sont les troupes russes qui infligent une défaite au gouvernement de Kiev, et non la population elle-même, ce ne sera pas une victoire pour les travailleurs, car l'est du pays sera transformé en protectorat de la Russie, sur le modèle du gouvernement de Kiev avec l'impérialisme occidental.

Dans le Donbass, la résistance ouvrière s'organise contre les troupes de Kiev, et l'injonction de Poutine à ne pas tenir de référendum d'autonomie est massivement rejetée. A Mariupol, ville ouvrière de 500 000 habitants, la journaliste du Nouvel Obs constate, attristée, la détermination de la population à lutter jusqu'au bout contre le gouvernement, n'en déplaise à Poutine et à ses relais locaux : « *En vérité, la situation échappe désormais complètement à ceux là même qui l'ont organisée. La situation est devenue incontrôlable* » (citation d'un pro-Kiev)¹¹. Vendredi 9 mai, l'armée a tenté de reprendre le contrôle de Mariupol. Mais la population a résisté courageusement¹², avec un armement dérisoire, contraignant l'armée à se replier sur ses anciennes positions¹³, après avoir tué 20 « terroristes » selon le vocabulaire gouvernemental.



La population s'empare d'un char de Kiev à Mariupol le 9 mai (source : BBC)

11 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8249>

12 Cf. les vidéos compilées par Alain Bertho : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8270>

13 Cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=8271>

Pour une issue ouvrière à la crise !
Solidarité avec les camarades anticapitalistes de Borotba !
Pour un front des anticapitalistes contre le gouvernement de Kiev !

Que doivent faire les anticapitalistes dans une telle situation ? Il y a à notre avis deux écueils à éviter :

- adopter une logique campiste, et donc choisir le camp de la Russie contre l'impérialisme occidental, appeler de ses vœux une intervention armée de Poutine
- refuser d'intervenir et de prendre parti dans le conflit entre le gouvernement de Kiev et les insurgés de l'est, sous prétexte que ce sont les groupes « pro-russes » qui tirent pour l'instant les ficelles, et que le mouvement ouvrier serait totalement étranger à ce qui se joue dans l'est de l'Ukraine

Le second point de vue est défendu par « l'opposition de gauche » et, pour l'instant, par le NPA, sans réelle discussion dans le parti. Pour Zakhar Popovych, militant de « l'opposition de gauche » en visite à Paris début mai, « *les travailleurs ne sont nulle part impliqués dans le mouvement* », et il ne s'agirait que d'un « *affrontement ethno-culturel* » entre deux camps capitalistes. « L'opposition de gauche » se tient donc à l'écart et appelle abstrairement à une « *mobilisation solidaire des travailleurs* ». Dans l'immédiat, elle annonce sa participation aux élections locales du 25 mai, ce qui nous semble être une faute politique au moment où le régime fait la guerre à l'est du pays.

En revanche, l'organisation anticapitaliste Borotba¹⁴ intervient dans la mobilisation à l'est du pays, notamment à Odessa et Kharkiv. Elle intervient à drapeaux déployés, en mettant en avant des revendications sociales et fédéralistes, sans appeler à l'aide la Russie. Malgré la pression des groupes russes, et contre les calomnies, Borotba maintient une ligne internationaliste et hostile à toute intervention de la Russie :

Nous rejetons les interférences russes et occidentales dans les affaires de l'Ukraine au même titre que l'intoxication militariste patriotique répandue par le nouveau gouvernement

Nous suivons fermement une ligne internationaliste, antifasciste et de classe comme notre position de base. Nous sommes aussi bien contre le nationalisme russe que contre son congénère ukrainien, qui ne servent l'un comme l'autre qu'à diviser les travailleurs et à faciliter le pillage du pays. Nous ne soutenons pas plus les organisations nationalistes russes que les ukrainiennes. Toute la campagne de diffamation contre notre organisation, menée par les groupes d'extrême-droite et reprise par de soi-disant groupes "de gauche", ne nous empêchera pas d'organiser la résistance antifasciste¹⁵



A gauche, cortège de Borotba le 23 mars à Odessa. A droite, cortège de Borotba le 30 mars à Odessa, avec au premier plan, Alexy Albu, dirigeant de l'organisation, frappé et blessé par les fascistes le 2 mai à Odessa

14 Cf. leur site internet : <http://borotba.org/>

15 Cf. <http://servirlepeuple.over-blog.com/article-nouveaux-communiques-de-l-organisation-communiste-ukrainienne-borotba-122852108.html>

Leur simple participation aux mobilisations de l'est du pays suffit à certains pour assimiler ces militants courageux aux groupes pro-russes ou à en faire des suppôts de Poutine. Ces amalgames permettent de justifier l'absence de solidarité avec ces militants. Le NPA devrait faire connaître, sur son site et dans sa presse, les analyses et déclarations de Borotba, et nouer un dialogue fraternel en éclaircissant les éventuels points de désaccord¹⁶. Pour l'instant, il n'en est rien, malgré nos demandes répétées à l'intérieur du parti.

Pour contrer l'influences des vrais poutiniens et des staliniens, il serait pourtant nécessaire que les anticapitalistes ukrainiens renouent le dialogue et agissent de concert contre le gouvernement de Kiev. Les mots d'ordre suivants pourraient être mis en avant :

- **Solidarité complète avec la population qui résiste à l'offensive du régime de Kiev et aux attaques fascistes du « Secteur droit » ! Pour la constitution de milices ouvrières auto-organisées pour lutter contre les forces répressives du régime et les fascistes !**
- **Contre toute forme d'intervention de l'impérialisme occidental et de la Russie : tous les agents infiltrés dehors !**
- **Pour une contre-propagande aux médias impérialistes français ! Honte à Hollande qui soutient la junte de Kiev et fait passer les fascistes pour des démocrates !**
- **Pour l'auto-organisation des travailleurs contre les chefs auto-proclamés, « pro-russes » ou mafieux, de l'insurrection à l'est du pays !**
- **A bas le gouvernement de la droite et des fascistes ! Boycott des élections du 25 mai organisées pour légitimer le régime ! Soutien aux revendications d'autonomie dans l'est du pays !**
- **Aucun licenciement ! Expropriation des oligarques ! Nationalisation sous contrôle des travailleurs des grands moyens de production ! Pour un gouvernement des travailleurs !**
- **A bas l'accord d'association UE-Ukraine, arme de destruction massive des acquis sociaux des travailleurs ukrainiens !**

Gaston Lefranc

**Suivez l'actualité sur l'Ukraine
sur le site internet de la Tendance Claire, actualisé chaque jour :**

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=all&keyword=Ukraine>

¹⁶ N'étant pas présent physiquement sur place, nous élaborons notre analyse à partir de ce que nous pouvons lire, sans faire de procès d'intention aux uns et aux autres. Des rumeurs circulent sur Borotba, sur son financement et sur sa « véritable » orientation qui se cacherait derrière ses déclarations officielles. Mais nous ne pouvons pas évaluer la politique de militants anticapitalistes sur la base de rumeurs, mais sur la base d'écrits et de pratiques. Il n'en demeure pas moins que les militants de Borotba subissent la pression des groupes « pro-russes » et staliniens très influents dans l'est du pays. On peut reprocher à Borotba de ne pas suffisamment marteler leur opposition à toute intervention de la Russie, de ne pas suffisamment polémiquer avec les groupes « pro-russes ». Ces reproches nous semblent justifiés (et doivent être discutés de façon fraternelle et avec tout le respect pour des militants qui sont aux avant-postes), mais il n'en demeure pas moins que le choix de Borotba d'intervenir au sein de la mobilisation populaire à l'est du pays nous semble fondamentalement juste.